

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Périgny, le 02/03/2026

ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SA CHARPENTE INDUSTR LAMELLE COUVERTURE

Zone de CHALEMBERT 2
Rue Jean-Antoine CHAPTAL
86130 Jaunay-Marigny

Références : 0007206017/2026/117

Code AIOT : 0007206017

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2025 dans l'établissement SA CHARPENTE INDUSTR LAMELLE COUVERTURE implanté PONT NEUF 17300 Rochefort. L'inspection a été annoncée le 26/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SA CHARPENTE INDUSTR LAMELLE COUVERTURE
- PONT NEUF 17300 Rochefort
- Code AIOT : 0007206017
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CILC est une entreprise industrielle familiale reprise de père en fils depuis six générations. Son activité est centrée sur la transformation, la distribution et le traitement de préservation du bois. La société dispose de plusieurs implantations sur la région : Jaunay Clan (86), Lencloître (86), Saintes (17) et Rochefort (17).

Le site de Rochefort est plus particulièrement spécialisé dans l'application de produits de préservation du bois.

L'exploitation des installations a fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation n°06-2228-DDDPI/BUE du 22 juin 2006 pris comme référentiel lors de la visite d'inspection.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Sites et sols pollués
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 22/06/2006, article 1.2.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
2	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 22/06/2006, article 7.3.3	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	1 mois
3	Effets sur l'environnement	Arrêté Préfectoral du 22/06/2006, article 9.2.2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
4	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 22/06/2006, article 7.5.3	Susceptible de suites	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	stockage de matières premières	Arrêté Préfectoral du 22/06/2006, article 7.5.6	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Déchets	Arrêté Préfectoral du 22/06/2006, article 5.1.3	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection a constaté l'arrêt et la suppression de plusieurs activités sur le site (suppression et évacuation de la cuve de traitement du bois, arrêt et suppression d'un autoclave et de l'activité de travail du bois). Dans le cadre de suppression de sa cuve de traitement du bois, l'exploitant a fait réaliser un porter à connaissance accompagné d'un diagnostic de l'état des milieux. Celui-ci faisant apparaître des impacts de pollution sur le sol et les eaux souterraines au droit du site, il fait l'objet d'un projet de plan de gestion de la pollution.

L'exploitant doit compléter et actualiser son porter à connaissance afin de prendre en compte l'arrêt et l'évacuation de l'autoclave utilisant du propiconazole, l'arrêt de l'activité de travail du bois (non classée) et la fourniture d'un échéancier prévisionnel de mise en œuvre du plan de gestion.

L'exploitant doit renforcer la surveillance de la qualité des eaux souterraines comme indiqué dans le plan de gestion.

L'exploitant doit renforcer le suivi des installations électriques du site et réaliser les travaux nécessaires visant à lever l'ensemble des observations relevées dans les rapports annuels de vérification.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2006, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative du site
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 29/08/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Actualisation de la situation administrative
Constats : Le site a fait l'objet en dernier lieu d'un arrêté préfectoral n°06-2228-DDDPI/BUE du 22 juin 2006 autorisant la SARL Viennoise de Préservation du Bois ZI-BP3 - 86140 LENCLOÎTRE à exploiter une installation de mise en œuvre de produits de préservation du bois soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2415, avenue des Bois Déroulés, au lieu-dit "La Vacherie" à Rochefort. En 2008, le site a été racheté par la société CILC qui exploite actuellement le site de Rochefort.

Lors de la visite d'inspection réalisée en 2009, l'inspection avait constaté l'exploitation des équipements et activités suivantes :

1) Activité de mise en œuvre de produits de préservation du bois :

- 1 autoclave de 32 500 litres (traitement classe 3 et 4 (marron + vert)) avec une cuve d'alimentation de 41 000 litres + une cuve de préparation de 6 900 litres,
- 1 autoclave de 18 000 litres (traitement classe 3 (incolore)) avec une cuve d'alimentation de 20 000 litres + une cuve de préparation de 3 170 litres,
- 1 bac de traitement de 20 800 litres.

2) Stockage de bois : < 1000 m³

3) Atelier de travail du bois : (1 raboteuse + 1 scieuse + machines pour compacter les copeaux de bois en bûches).

À la suite de la parution du décret n°2023-151 du 2 mars 2023, la rubrique 2415 a été modifiée avec notamment la suppression du régime d'autorisation et l'introduction du régime de l'enregistrement : les installations relèvent dorénavant du régime de l'enregistrement pour cette rubrique.

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 mars 2023 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2415 (installations de mise en œuvre de produits de préservation du bois et matériaux dérivés) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement relatives aux installations existantes s'appliquent.

Lors de la visite réalisée en 2023, l'exploitant a indiqué à l'inspection, l'arrêt et la suppression de plusieurs activités sur son site dont notamment :

- Suppression et évacuation de la cuve de traitement du bois de 20 500 litres en juillet 2022,
- Arrêt de l'exploitation de l'autoclave de 18 000 litres (traitement classe 3 (incolore)) avec les équipements associés en juin 2022. Depuis cette date, l'exploitant est en attente pour la vente de cet équipement qui est toujours présent sur le site,
- Arrêt de l'activité non classée ICPE de travail du bois (raboterie) et évacuation des machines dédiées à cette activité suite au dépôt de bilan du groupe CILC en 2015.

Depuis 2009 la société a connu une baisse significative de son chiffre d'affaires avec la perte de plusieurs clients. Elle a fait l'objet d'un dépôt de bilan du groupe CILC en 2015 entraînant l'arrêt de l'activité de travail du bois (raboterie).

En 2020, l'exploitant a engagé des négociations avec la Communauté d'agglomération de Rochefort Océan (CARO) pour la cession d'une partie du terrain pour un futur accès à l'ancien stade de foot appartenant à la CARO.

Dans le cadre de ce projet, la CARO a mandaté en 2021 le bureau d'étude BURGEAP pour la réalisation d'une étude historique et un diagnostic sur l'état des milieux du site.

Le rapport de cette étude (rapport du 04/11/2021) et les investigations réalisées sur les sols et les eaux ont mis en évidence :

- Une présence en HAP diffuse dans tous les milieux à l'état de traces ou d'impacts peu significatifs;

- Pour les pesticides :

° Dans les eaux souterraines, la présence de propiconazole au droit du site, notamment au plus près des autoclaves à des teneurs dépassant les valeurs de référence et des traces de perméthrine au droit du site ;

° Dans les eaux superficielles et les sédiments du canal, la présence, en des teneurs faibles, de propiconazole et de perméthrine en aval mais pas en amont (dans les eaux pour les 2 pesticides, et dans les sédiments pour le propiconazole) ou 4 fois plus concentrées en aval qu'en amont (dans les sédiments pour la perméthrine).

- En conclusion, cette étude recommande, dans le cas où l'usage industriel serait maintenu, ou bien pour un usage de voirie :

° de compléter les données sur le milieu sol par la réalisation d'un diagnostic complémentaire pour essayer de localiser plus précisément une éventuelle source sol dans le but de pouvoir réaliser le retrait de cette source.

° de poursuivre le suivi piézométrique sur site et sur le canal afin de contrôler la diffusion des pesticides.

En cas de changement d'usage vers un usage plus sensible (comme de l'habitation, un usage tertiaire, un établissement accueillant des enfants, ...), des études plus poussées et adaptées au projet sont à prévoir.

En 2022, dans le cadre de la suppression du bac de traitement du bois, CILC a mandaté le bureau d'étude INOVADIA pour rédiger un porter à connaissance (PAC) et réaliser un diagnostic complémentaire de l'état des milieux, accompagné d'un plan de gestion des impacts identifiés.

Le rapport en version projet (Rapport V0 en date du 22/03/2023) du PAC et du plan de gestion a été transmis à l'inspection le 12/09/2023.

Ce document met en évidence :

- Au niveau des sols :

° la présence d'impacts en pesticides azotés marqueurs des actuels produits de traitement du bois, associés à des anomalies localement fortes en métaux dans les zones de traitement de bois,

° la présence d'anomalies ponctuelles et faibles en hydrocarbures,

° l'absence d'impact en composés volatils, chlorophénols et pesticides organochlorés avec des teneurs toutes inférieures aux limites de quantification du laboratoire.

- Au niveau des eaux souterraines sur site :

° un sens d'écoulement local instable en raison des terrains argileux (milieu peu perméable - écoulements hétérogènes) mais orienté globalement vers l'Est,

° la présence d'un impact significatif au droit du piézomètre PzA (en aval hydraulique immédiat de l'autoclave n°1) en pesticides marqueurs des actuels produits de traitement du bois, et des teneurs s'atténuant vers l'aval dans les autres piézomètres du site.

- Au niveau des eaux souterraines hors site :

l'absence d'impact significatif en lien avec l'activité du site au droit des deux ouvrages prélevés.

Cette étude ainsi que le plan de gestion proposé ne prennent pas en compte l'arrêt et l'évacuation de l'autoclave de 18 000 litres.

À la suite de la dernière visite réalisée en 2023, l'exploitant a transmis les justificatifs de démantèlement et de vente de l'autoclave de 18 000 litres (traitement classe 3 (incolore)) avec une cuve d'alimentation de 20 000 litres + une cuve de préparation de 3170 litres (facture vente ref. 2024 10 001 du 28 octobre 2024 à la société TIMTEC + facture d'enlèvement des produits de traitement de la société CHIMIREC DELVERT ref. F101225455 du 21/11/2023).

Il a également transmis la facture de vente du 18 novembre 2022 (ref. 2022 11 001) de la cuve de traitement du bois de 20 500 litres à la société SAS MALAQUI ET FILS.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fait actualiser le porter à connaissance et le diagnostic complémentaire V0 de l'état des milieux / plan de gestion pour la prise en compte des modifications supplémentaires (suppression de l'autoclave de 18 000 litres et arrêt de l'activité de travail du bois (raboterie)) des conditions d'exploitation sur son site pour transmission aux services de la préfecture.</p> <p>Ce dossier doit être accompagné d'un échéancier prévisionnel de mise en œuvre du plan de gestion qui sera, si besoin, complété suite à ces modifications.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 2 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2006, article 7.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/08/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.</p> <p>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.</p> <p>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection le dernier rapport de vérification des installations électriques au titre du code du travail.</p> <p>La dernière vérification des installations électriques a été réalisée par la société SOCOTEC le 02/02/2025. Le rapport n° 93510/25/2155 fait état de 8 observations déjà signalées.</p> <p>L'exploitant indique à l'inspection que la vérification Q18 n'a pas été réalisée pour l'année 2025 et qu'elle serait associée à la prochaine vérification des installations électriques au titre de l'année 2026, programmée en juin 2026.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection le devis daté du 16/12/2025 de la société BRUNET pour la réalisation des travaux de mise en conformité sur les points constatés lors de la dernière vérification des installations électriques.</p>

L'inspection rappelle à l'exploitant que les travaux de mise en conformité sur les points constatés lors des vérifications sur les installations électriques du site doivent être réalisés au plus tard sous un an.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant renforce son suivi des installations électriques : sous 1 mois, il réalise les travaux nécessaires visant à lever l'ensemble des observations relevées dans les rapports de vérification électrique des installations et en assure la traçabilité.</p> <p>Lors de la prochaine vérification annuelle des installations électriques, à réaliser au plus tard en avril 2026, il la fait compléter par une vérification Q18 et met à la disposition de l'inspection le compte rendu associé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Effets sur l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2006, article 9.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/08/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La surveillance des effets de l'installation sur l'environnement est réalisée à partir de 3 piézomètres installés l'un à l'amont hydraulique et les 2 autres à l'aval hydraulique du site où est implantée l'installation de traitement de préservation du bois. L'implantation est effectuée sur la base du volet hydrogéologique de l'étude d'impact du dossier de la demande.</p> <p>Deux fois par an en période de hautes eaux et de basses eaux, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe. L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité actuelle ou passée de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les résultats d'analyses des eaux prélevées dans la nappe à partir des 3 piézomètres réalisés les 16/01/2024, 11/07/2024 et 30/06/2025 par la société IANESCO.</p> <p>L'analyse en hautes eaux de l'hiver 2024/2025 n'a pas été réalisée.</p> <p>Ces analyses mettent en évidence une réduction significative de l'impact en propiconazole (marqueur des produits de traitement mis en œuvre lors du fonctionnement de l'autoclave de 18 000 litres (traitement classe 3 (incolore), qui a été arrêté en 2022, démantelé et vendu en 2024) au droit du piézomètre PzA (230 µg/L pour la dernière analyse réalisée le 30 juin 2025, contre 830 µg/L constatés en juin 2023), localisé en aval immédiat de l'autoclave (Incolore / 18 000 L) et des teneurs s'atténuant vers l'aval dans les autres piézomètres du site (PzB et PzC, avec également une réduction notable de l'impact sur ces deux piézomètres depuis 2023).</p>

<p>La visite a permis de constater la remise en état des têtes de protection des 3 piézomètres PzA, PzB et PzC et la mise en place d'une protection anti-encastrement.</p> <p>Il a également été constaté, au niveau du bâtiment qui abritait l'autoclave de 18 000 litres (traitement classe 3 (incolore), la présence d'un puits ouvert, sur une partie extérieure du bâtiment et dépourvu de toute protection, susceptible de présenter un risque de pollution des eaux souterraines en cas de déversement de produits dangereux pour l'environnement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant réalise l'autosurveillance des eaux souterraines en respectant la fréquence indiquée dans son arrêté préfectoral.</p> <p>Sous 1 mois, il met en place, dans les règles de l'art, une protection sur le puits ouvert situé au niveau de l'ancien bâtiment qui abritait l'autoclave de 18 000 litres (traitement classe 3 (incolore) afin de limiter les risques de pollution des eaux souterraines.</p> <p>Sous 4 mois, à la suite de l'actualisation du porter à connaissance et du diagnostic complémentaire de l'état des milieux / plan de gestion mentionnée au point de contrôle n°1, l'exploitant met en œuvre les dispositions de traitement le cas échéant, et de surveillance prévues par le plan de gestion.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 4 : Rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2006, article 7.5.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions des aires et locaux de travail</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/08/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p> <p>[...]</p> <p>L'activité d'égouttage devra remplir les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'égouttage des bois est réalisé conformément au dossier à l'intérieur de l'autoclave de traitement de façon à collecter les égouttures ;

<ul style="list-style-type: none"> le transport du bois traité égoutté vers la zone de stabilisation est effectué de manière à supprimer tous risques de pollution ou de nuisances en installant l'aire d'égouttage à proximité immédiate de l'appareil de traitement, en mettant en place une aire de transport étanche (construite de façon à permettre la collecte des égouttures), et en transportant les bois par véhicules équipés de façon à prévenir les égouttures. <p>[...]</p> <p>Les réservoirs et installations de traitement devront être équipés d'un dispositif de sécurité permettant de déceler toute fuite ou débordement et déclencher une alarme ;</p> <p>[...]</p> <p>Une réserve de produits absorbants devra toujours être disponible pour absorber des fuites limitées éventuelles ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique avoir procédé en 2023 au nettoyage de l'ensemble des rétentions associées aux activités de traitement du bois.</p> <p>Il a transmis les justificatifs d'évacuation des déchets par la société CHIMIREC DELVERT suite au nettoyage des différentes rétentions.</p> <p>Il souligne qu'à l'issue des opérations de nettoyage, Il a réalisé un contrôle d'étanchéité de ces dispositifs.</p> <p>La visite a permis de constater l'absence de déchets et de résidus de produits de traitement au niveau des rétentions béton associées aux 2 autoclaves et de la rétention associée au stockage de produit pur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi des opérations de contrôle des rétentions avec une fréquence adaptée.</p> <p>Il justifie que la rétention de l'autoclave restant est équipée d'un dispositif de sécurité permettant de déceler toute fuite ou débordement et déclencher une alarme.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Stockage de matières premières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2006, article 7.5.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conditions de stockage de produits de préservation du bois sur le site</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 29/08/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les</p>

ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.
L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : À la suite de la dernière visite d'inspection en 2023, l'exploitant a complété le plan des installations sur lequel est indiqué l'implantation des différents équipements de traitement du bois et celle des différents stockages de produits dangereux présents sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2006, article 5.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation des installations internes de transit des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/08/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées. La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser les quantités mensuelles produites ou en cas de traitement externe un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination ;
Constats : L'exploitant a procédé à l'enlèvement des déchets constatés sur le site lors de la précédente visite d'inspection par une entreprise régulièrement autorisée (fourniture de la facture de la société CHIMIREC DELVERT). Les IBC vides ayant contenu les produits de traitement purs (Wolmanit CX-8WB) sont repris après rinçage par la société METAL FER RECYCLAGE.
Type de suites proposées : Sans suite